

Guerre dans le Caucase : Vers un affrontement militaire plus large entre la Russie et les États-Unis ?

By [Prof Michel Chossudovsky](#)

Global Research, August 11, 2008

30 November -0001



Dans la nuit du 7 août, coïncidant avec la cérémonie d'ouverture des jeux olympiques de Beijing, le Président de Géorgie, Saakashvili, ordonnait d'attaquer militairement tous azimuts la capitale de l'Ossétie du Sud, Tskhinvali.

Les bombardements aériens et les attaques au sol visaient surtout des cibles civiles, notamment des zones résidentielles, des hôpitaux et l'université. La capitale provinciale de Tskhinvali a été détruite. Selon des sources russes et occidentales, environ 1.500 victimes civiles ont résulté des attaques. « *Les bombardements aériens et l'artillerie ont laissé la capitale provinciale sans eau, nourriture, électricité et gaz. Les civils horrifiés se sont glissés hors des sous-sols dans les rues pendant que le combat se calmait, pour rechercher des provisions.* » (AP, 9 août 2008). Selon les informations reçues, environ 34.000 civils d'Ossétie du Sud se sont enfuis vers la Russie. (Deseret Morning News, Salt Lake City, 10 août 10 2008)

L'importance et le *timing* de cette opération militaire doivent être soigneusement analysés. Ils ont des implications de grande envergure.

La Géorgie est un avant-poste des États-Unis et des forces de l'OTAN, aux frontières immédiates de la Fédération Russe et à proximité du théâtre de guerre du Moyen-Orient, en Asie Centrale. L'Ossétie du Sud est aussi au carrefour stratégique de l'itinéraire des pipelines pétrolier et gazier.



La Géorgie n'agit pas militairement sans l'assentiment de Washington. Le chef de l'État géorgien est un mandataire étasunien et la Géorgie est de fait un protectorat des États-Unis.

Qui est à l'origine de cet ordre du jour militaire ? Quels intérêts sert-il ? Quel est l'objectif de cette opération militaire ?

Il est évident que les attaques ont été soigneusement coordonnées par l'armée étasunienne et l'OTAN.

Moscou a accusé l'OTAN d'« encourager la Géorgie. » Le Ministre russe des Affaires Étrangères, Sergueï Lavrov, a souligné l'impact déstabilisateur de l'aide militaire « étrangère » à la Géorgie :

«Tout confirme nos nombreuses mises en garde adressées à la communauté internationale sur la nécessité de prêter attention à l'achat massif d'armes de la Géorgie durant plusieurs années. Maintenant, nous voyons comment sont utilisées ces armes et les troupes spéciales géorgiennes, formées par des spécialistes étrangers » a-t-il déclaré. ([Moscou accuse l'OTAN d'avoir « encouragé la Géorgie » à attaquer l'Ossétie du Sud](#), Russia Today, 9 août 2008.)

Dmitri Rogozine, l'émissaire de Moscou à l'OTAN, a envoyé une note officielle aux représentants de tous les pays membres de l'OTAN :

«La Russie a déjà entamé des consultations avec les ambassadeurs des pays de l'OTAN et les délibérations avec les représentants militaires de l'OTAN seront tenues demain. Nous les dissuaderons de continuer à apporter de l'aide supplémentaire à Saakachvili.»

C'est une agression non dissimulée, accompagnée d'une guerre de propagande de masse.

(Voir [Moscou accuse l'OTAN d'avoir « encouragé la Géorgie » à attaquer l'Ossétie du Sud](#), Russia Today, 9 août 2008)

Selon Rogozine, la Géorgie avait initialement prévu de :

« Commencer une action militaire contre l'Abkhazie. Toutefois, « la région fortifiée abkhaze s'étant avérée imprenable par les formations armées géorgiennes, une autre tactique a donc été choisie, dirigée contre l'Ossétie du Sud » qui est plus accessible territorialement. L'émissaire n'a aucun doute sur le fait que Mikheil Saakashvili a convenu de ses actions avec les « parrains », « ceux avec qui il négocie l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN. » (RIA Novosti, 8 août 2008)

Contrairement à ce qui a été transmis par les rapports médiatiques occidentaux, Moscou s'attendait aux attaques. Il était prévu qu'elles coïncident avec l'ouverture des jeux olympiques, surtout pour éviter la couverture médiatique en première page de l'opération militaire géorgienne.

Le 7 août, les forces russes étaient en état de préparation avancée. La contre-attaque a été rapidement menée.

Les parachutistes russes ont été envoyés de Russie, d'Ivanovo, de Moscou et des divisions aéroportées de Pskov. Des tanks, des véhicules blindés et plusieurs milliers de fantassins se sont déployés. Les frappes aériennes russes ont surtout ciblé les installations militaires de Géorgie, notamment la base militaire de Gori.

L'attaque militaire géorgienne a été brisée par la grande démonstration de force des militaires russes.



Cette image de la télévision montre les véhicules militaires russes se déplaçant vers la capitale de l'Ossétie du Sud, Tskhinvali, le vendredi 8 août 2008. (AP/APTN)

Acte de provocation ?

Les militaires et les planificateurs du renseignement étasunien et de l'OTAN examinent invariablement divers « scénarios » pour proposer une opération militaire, c'est-à-dire, dans ce cas, une attaque géorgienne largement dirigée contre des cibles civiles, en vue d'occasionner des victimes civiles.

L'examen de scénarios est une pratique courante. Avec ses capacités militaires limitées, la victoire géorgienne et l'occupation de Tskhinvali étaient une impossibilité dès le départ. Et c'était connu et compris des planificateurs militaires étasuniens et de l'OTAN.

Une catastrophe humanitaire plutôt qu'une victoire militaire faisait partie intégrante du scénario. L'objectif était de détruire la capitale provinciale, tout en infligeant d'importantes pertes en vies humaines.

Si l'objectif était de rétablir le contrôle politique géorgien sur le gouvernement provincial, l'opération aurait été mise en œuvre selon une modalité très différente, avec des forces spéciales occupant les principaux bâtiments publics, les réseaux de communication et les institutions provinciales, plutôt que par un raid de bombardement tous azimuts sur les quartiers résidentiels, les hôpitaux, sans oublier l'université de Tskhinvali.



L'Université de Tskhinvali avant le bombardement

La réponse russe était tout à fait prévisible.

La Géorgie a été « encouragée » par l'OTAN et les États-Unis. Washington et le siège de l'OTAN à Bruxelles étaient tous deux extrêmement conscients de ce qui se passerait en cas de contre-attaque russe.

La question est : est-ce une provocation délibérée destinée à déclencher la réponse militaire des Russes, pour les aspirer dans une confrontation militaire élargie avec la Géorgie (et les forces alliées), qui pourrait dégénérer en guerre ?

La Géorgie a le troisième plus grand contingent dans les forces de la coalition en Irak, après les États-Unis et le Royaume-Uni, avec environ 2.000 hommes. Selon les informations reçues, les troupes géorgiennes en Irak sont en train d'être rapatriés sur des avions militaires étasuniens, pour combattre les forces russes. (Voir Debka.com, 10 août 2008.)

Cette décision étasunienne, de rapatrier les troupes géorgiennes, suggère que Washington a l'intention d'aggraver le conflit, en se servant des troupes géorgiennes comme de la chair à canon contre un énorme déploiement de forces russe.

Les États-Unis, Israël et l'OTAN sont mêlés à la planification des attaques

À la mi-juillet, les troupes étasuniennes et géorgiennes ont tenu un exercice militaire commun dénommé « réponse immédiate » impliquant respectivement 1.200 Étasuniens et 800 Géorgiens.

Le 12 juillet, une annonce du Ministère géorgien de la Défense déclarait que les troupes étasuniennes et géorgiennes « s'entraînent durant trois semaines sur la base militaire de Vaziani » près de la capitale géorgienne, Tbilissi. (AP, 15 juillet 2008) Ces exercices, qui se sont achevés à peine une semaine avant l'attaque du 7 août, étaient la répétition générale évidente d'une opération militaire qui, selon toute probabilité, avaient été planifiée en étroite coopération avec le Pentagone.

La guerre contre l'Ossétie du Sud n'était pas censée être gagnée afin de restaurer la souveraineté géorgienne sur l'Ossétie du Sud. Elle est destinée à déstabiliser la région tout en déclenchant un affrontement des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie.

Le 12 juillet, coïncidant avec le début des jeux de guerre de la Géorgie et des États-Unis, le Ministère russe de la Défense a démarré ses propres manœuvres militaires dans la région du Nord Caucase. Le démenti habituel à la fois de Tbilissi et de Moscou fut que : les exercices militaires n'ont « rien à voir » avec la situation en Ossétie du Sud. (Ibid)

Ne nous faisons pas d'illusions. Il ne s'agit pas d'une guerre civile. Les attaques font partie intégrante d'une guerre plus large au Moyen-Orient et en Asie Centrale, qui incluent les préparatifs de guerre des États-Unis, d'Israël et de l'OTAN vis-à-vis de l'Iran.

Rôle des conseillers militaires israéliens

Bien que l'OTAN et les conseillers militaires étasuniens n'aient pas participé à l'opération militaire elle-même, ils ont participé activement à la planification et la logistique des attaques. Selon des sources israéliennes (Debka.com, 8 août 2008), l'attaque terrestre du 7 août 2008 avec des chars et de l'artillerie, a été « aidée par les conseillers militaires israéliens. » Israël a aussi fourni à la Géorgie des véhicules aériens sans pilote Hermes-450 et Skylark, qui ont été utilisés dans les semaines précédant les attaques du 7 août.

La Géorgie a également acquis, selon un rapport dans le journal Rezonansi (6 août, en géorgien, traduction de la BBC) « *quelques armes puissantes grâce à l'amélioration d'avions Su-25 et de systèmes d'artillerie en Israël.* » Selon Haaretz (10 août 2008), les Israéliens sont actifs dans la fabrication militaire et le conseil en sécurité en Géorgie.

Les forces russes combattent désormais directement contre l'armée géorgienne, entraînée par les États-Unis et l'OTAN, et associée à des conseillers israéliens. Et l'aviation de guerre russe a attaqué dans la banlieue de Tbilissi l'usine d'avions militaires qui fabrique la version améliorée du jet de combat Su-25, avec l'appui technique d'Israël. (CTV.ca, 10 août 2008)

Lorsqu'on la regarde dans le contexte plus large de la guerre au Moyen-Orient, la crise en Ossétie du Sud pourrait conduire à l'escalade, notamment à la confrontation directe entre les forces russes et l'OTAN. Si cela devait se produire, nous serions face à la crise la plus grave dans les relations entre les États-Unis et la Russie depuis la crise des missiles de Cuba en octobre 1962.

La Géorgie, un poste avancé des États-Unis et de l'OTAN

La Géorgie appartient à une alliance militaire de l'OTAN (GUAM), depuis avril 1999, au tout début de la guerre contre la Yougoslavie. Elle a aussi un accord de coopération militaire bilatérale avec les États-Unis. Ces accords militaires sous-jacents ont servi à protéger les intérêts pétroliers anglo-américains dans le bassin de la Mer Caspienne ainsi que les itinéraires des pipelines. Les États-Unis et l'OTAN sont présents militairement en Géorgie, et travaillent en étroite collaboration avec les forces armées géorgiennes. Depuis la signature de l'accord GUAM en 1999, la Géorgie a bénéficié d'une considérable aide militaire étasunienne.

Il y a tout juste quelques mois, en mi-mai, le Ministère russe de la Défense a accusé Washington, « *affirmant que l'assistance militaire à la Géorgie des États-Unis, ainsi que de l'OTAN et des israéliens, déstabilisait la région.* » (La Russie affirme que la Géorgie développe son armement, Wired News, 19 mai 2008).

Selon le Ministère russe de la Défense :

« La Géorgie a reçu 206 chars, dont 175 unités ont été fournies par les États de l'OTAN, 186 véhicules blindés (126 de l'OTAN), 79 canons (67 de l'OTAN), 25 hélicoptères (12 de l'OTAN), 70 mortiers, dix systèmes de missiles sol-air, 8 avions sans pilote de facture israélienne, et d'autres armes. En outre, les pays de l'OTAN ont fourni quatre avions de combat à la Géorgie. Le Ministère russe de la Défense a dit qu'il était prévu de fournir à la

Géorgie 145 véhicules blindés, 262 canons et mortiers, 14 avions de combat dont quatre chasseurs Mirazh-2000, 25 hélicoptères de combat, 15 avions étasuniens Black Hawk, 6 systèmes de missiles sol-air et autres armes. » (Agence de presse Interfax, Moscou, 7 août 2008.)

L'assistance des États-Unis, de l'Otan et d'Israël, en vertu des accords de coopération militaire, implique un flux constant de matériel militaire perfectionné ainsi que de la formation et des services de conseil.

Selon des sources militaires étasuniennes (du porte-parole des États-Unis en Europe), les États-Unis ont plus de 100 « *instructeurs militaires* » en Géorgie. Un porte-parole du Pentagone, Bryan Whitman, a déclaré « *qu'il n'est pas envisagé de redéployer les quelque 130 soldats étasuniens et contractants civils, qui, dit-il, sont stationnés dans les environs de Tbilissi.* » (AFP, 9 août 2008). En fait, la présence militaire des États-Unis et de l'OTAN en Géorgie est à plus grande échelle que ce qui est reconnu dans les déclarations officielles. L'effectif du personnel de l'OTAN, agissant en Géorgie en qualité de formateur et de conseiller militaire, n'a pas été confirmé.

Bien que n'étant pas officiellement membre de l'OTAN, l'armée de Géorgie est totalement intégrée dans les procédures de l'OTAN. En 2005, le Président géorgien annonçait fièrement l'inauguration de la première base militaire, qui « répond parfaitement aux normes de l'OTAN. » Immédiatement après l'inauguration de la base de Senakskaya à l'ouest de la Géorgie, Tbilissi a annoncé l'ouverture d'une deuxième base militaire à Gori, qui elle aussi « se conformera à la réglementation de l'OTAN aussi bien en termes de besoins militaires que de conditions sociales. » ([Ria Novosti, 26 mai 2006](#)).

La base de Gori a servi à former les troupes géorgiennes envoyées pour combattre sous commandement étasunien sur le théâtre de la guerre en Irak.

Il est intéressant de noter que, dans le cadre d'un accord entre Tbilissi et Moscou le 31 mars 2006, les deux bases militaires russes de Géorgie datant de l'ère soviétique, Akhalkalaki et Batoumi, ont été fermées. (Ibid.) Le retrait a commencé à Batoumi en mai de l'année dernière, 2007. Les dernières troupes russes ont quitté l'installation militaire de Batoumi en début juillet 2008, à peine une semaine avant le début des manœuvres de la Géorgie et des États-Unis et à peine un mois avant les attaques contre l'Ossétie du Sud.

La connexion israélienne

Israël fait maintenant partie de l'axe militaire anglo-américain, qui sert les intérêts des géants pétroliers occidentaux au Moyen-Orient et en Asie Centrale.

Israël est partenaire dans l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui amène du pétrole et du gaz à l'Est de la Méditerranée. Plus de 20 pour cent du pétrole des Israéliens est importé de l'Azerbaïdjan, une grande partie transitant par le pipeline BTC. Dirigé par la British Petroleum, le pipeline BTC a radicalement changé la géopolitique en Méditerranée orientale et au Caucase :

«Le pipeline BTC a considérablement change le statut des pays de la région et cimenté une nouvelle alliance pro-occidentale. Ayant influé pour la construction de l'oléoduc vers la Méditerranée, Washington a pratiquement mis en place un nouveau bloc avec l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et Israël.» (Komerzant, Moscou, 14 juillet 2006)



Bien que les rapports officiels déclarent que l'oléoduc BTC « achemine le pétrole vers le marché occidental », ce qui est rarement reconnu, c'est qu'une partie du pétrole de la Mer Caspienne serait directement convoyé vers Israël, en passant par la Géorgie. À cet égard, un projet de pipeline israélo-turc a aussi été envisagé, ce qui permettrait de relier Ceyhan au port israélien d'Ashkelon et de là, à travers le principal pipeline d'Israël, vers la Mer Rouge.

L'objectif d'Israël n'est pas seulement de prendre le pétrole de la mer Caspienne pour ses propres besoins de consommation, mais aussi de jouer un rôle clef dans la réexportation de ce pétrole vers les marchés asiatiques depuis le port d'Eilat à travers la Mer Rouge. Les implications stratégiques de ce réacheminement du pétrole de la mer Caspienne sont d'une grande portée. (Pour plus de détails, voir de Michel Chossudovsky, [La guerre contre le Liban et la bataille pour le pétrole](#), Global Research, juillet 2006.)

Ce qui est envisagé, c'est de relier le pipeline BTC au pipeline trans-israélien d'Eilat à Ashkelon, aussi connu sous le nom de Tipline d'Israël, depuis Ceyhan au port israélien d'Ashkelon. <http://www.eapc.co.il/pipelines.html>

«La Turquie et Israël sont en train de négocier la construction d'un projet de plusieurs millions de dollars sur l'énergie et l'eau, qui transportera de l'eau, de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole à travers des pipelines vers Israël, avec renvoi du pétrole d'Israël vers l'Extrême-Orient.

La nouvelle proposition turco-israélienne en cours de discussion verrait le transfert d'eau, d'électricité, de gaz naturel et de pétrole vers Israël grâce à quatre pipelines sous-marins.» <http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1145961328841&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull>

« Le pétrole de Bakou peut être transporté jusqu'à Ashkelon via ce nouveau pipeline et vers l'Inde et l'Extrême-Orient - via la Mer Rouge -.»

«Ceyhan et le port méditerranéen d'Ashkelon sont situés à seulement 400 km de distance. Le pétrole peut être transporté vers la ville en navires-citernes ou via un pipeline sous-marin spécialement construit. Depuis Ashkelon le pétrole peut être convoyé à travers des pipelines qui existent déjà vers le port d'Eilat sur la Mer Rouge, et de là il peut être transporté vers l'Inde et d'autres pays asiatiques sur des navires-citernes. » ([REGNUM](#))

Israël est susceptible à cet égard de jouer un rôle stratégique majeur dans la « protection » du transport en Méditerranée orientale et des corridors sortant de Ceyhan. Simultanément, Israël participe aussi à la canalisation de l'aide et de la formation militaire vers la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

En 1999, un accord bilatéral de coopération militaire de grande portée a été passé entre Tbilissi et à Tel-Aviv, à peine un mois avant que l'OTAN parraine l'accord du GOUAM. Il a été signé à Tbilissi par le Président Chevardnadze et le Premier Ministre israélien de l'époque, Benjamin Netanyahu. Ces divers accords de coopération militaire sont en fin de compte destinés à saper la présence de la Russie et son influence dans le Caucase et en Asie

Centrale.

Dans une déclaration pour la forme, Tel-Aviv s'est engagé, suite à des discussions bilatérales avec Moscou, le 5 août 2008, à réduire son aide militaire à la Géorgie.

Réponse de la Russie

En réponse aux attaques, les forces conventionnelles russes sont intervenues avec des troupes au sol. Des chars et des véhicules blindés ont été envoyés. L'armée de l'air russe a aussi été impliquée dans une série de contre-attaques aériennes contre les positions militaires géorgiennes, en particulier contre la base militaire de Gori.

Les médias occidentaux ont décrit les Russes comme seuls responsables de la mort de civils, tout en reconnaissant en même temps (confirmé par la BBC) que la plupart des victimes dans la population civile étaient au début le résultat des attaques aériennes et au sol de la Géorgie.

Sur la base des sources russes et occidentales, le nombre des premiers morts en Ossétie du Sud est au moins de 1.400 (BBC), la plupart sont des civils. « Le chiffre des victimes géorgiennes va de 82 morts, dont 37 civils, à environ 130 morts . . . Une frappe aérienne russe contre Gori, une ville géorgienne près de l'Ossétie du Sud, a laissé 60 morts, dont de nombreux civils, a dit un Géorgien. » (BBC, 9 août 2008). Les sources russes évaluent à 2.000 le nombre de victimes civiles en Ossétie du Sud.

Rappelant la guerre froide, un processus d'escalade et de confrontation se déroule entre la Russie et les États-Unis.

Sommes-nous face à un acte de provocation, en vue de déclencher un conflit plus large ? Soutenue par la propagande médiatique, l'alliance militaire occidentale a l'intention d'utiliser cet incident pour affronter la Russie, comme en témoignent les récentes déclarations de l'OTAN.

Lire l'article en anglais [War in the Caucasus: Towards a Broader Russia-US Military Confrontation ?](#), 10 août 2008.

Traduction de l'anglais: Pétrus Lombard.

The original source of this article is Global Research
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Global Research, 2008

[Comment on Global Research Articles on our Facebook page](#)

[Become a Member of Global Research](#)

Articles by: [Prof Michel Chossudovsky](#)

About the author:

Michel Chossudovsky is an award-winning author,

Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has undertaken field research in Latin America, Asia, the Middle East, sub-Saharan Africa and the Pacific and has written extensively on the economies of developing countries with a focus on poverty and social inequality. He has also undertaken research in Health Economics (UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC), UNFPA, CIDA, WHO, Government of Venezuela, John Hopkins International Journal of Health Services (1979, 1983) He is the author of 13 books including The Globalization of Poverty and The New World Order (2003), America's "War on Terrorism" (2005), The Globalization of War, America's Long War against Humanity (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Centre of Research on Globalization grants permission to cross-post Global Research articles on community internet sites as long the source and copyright are acknowledged together with a hyperlink to the original Global Research article. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: publications@globalresearch.ca